

nombre de près de 20,000. Les provisions ont à être transportées à une distance de plusieurs centaines de milles à travers un pays inhabité, et il est difficile de faire arriver ces provisions à leur destination à la date exacte fixée pour le paiement des Sauvages.

Il est nécessaire en certains cas d'acheter des provisions de la compagnie de la Baie d'Hudson.

On a dit aux Sauvages de retourner à leurs terrains de chasse, et qu'aussitôt que la saison de la chasse serait finie ils recevraient leurs instruments aratoires. Ils partirent satisfaits, mais on leur dit que le gouvernement les maltraitait et on les engagea à revenir sur leurs pas, ce qui causa beaucoup d'embarras et de dépense.

Le vote est approuvé.

173 Ammunition, ficelle, et carabines (traités Nos. 4, 6 et 7).....	\$ 7,000
174 Sioux à Qu'Appelle.....	1,000
175 Arpentages pour réserves de Sauvages dans le Nord-Ouest.....	35,000
176 Dépenses générales pour la surintendance du Nord-Ouest....	18,500
77 Traitement des instituteurs.....	7,000

Diverses dépenses.

178 Subvention à des écoles de Sauvages en Ontario et Québec, où le besoin s'en fait le plus sentir.....	5,000
179 Pour augmenter les annuités payables en vertu du traité Robinson aux Chippéwas des lacs Huron et Supérieur, de 96c. à \$4 par tête.....	14,000

XXIII—DIVERS.

180 Gazette du Canada.....	5,000
181 Impressions diverses.....	10,000

M. CARTWRIGHT—Je crois que la plus grande partie de la dépense est faite. Je dois dire, généralement parlant, que les dépenses pour travaux publics ont doublé ou triplé; et la nécessité d'avoir des rapports élaborés sur un certain nombre de ces travaux a de beaucoup augmenté les dépenses d'impressions. Les travaux du ministre de l'Intérieur ont aussi beaucoup augmenté.

M. BOWELL—Je crois avoir vu l'exposé financier de l'honorable ministre des Finances publié en brochure, et j'aimerais à savoir ce que les discours de l'honorable ministre coûtent annuellement au pays. Je crois que

la pratique de publier aux frais du pays des discours dans l'intérêt d'un parti en particulier doit soulever des objections. Il ne s'agit pas de savoir si le gouvernement précédent en faisait autant ou non. Si un parti veut que l'exposé financier soit imprimé et mis en circulation, qu'il paie pour; ou, si la pratique actuelle doit être suivie, que l'on publie aussi la réponse à l'exposé financier. Alors le pays sera en mesure de former une opinion sur la question.

M. DYMOND—Je voudrais savoir quel discours l'Opposition voudrait faire publier. Celui de l'honorable député de Cardwell (M. McCarthy), ou celui de l'honorable député de Northumberland (M. Mitchell)? Peut-être celui de l'honorable député de Niagara (M. Plumb), qui croit sans doute son discours le plus important de tous.

M. McCALLUM—Le compte-rendu de l'exposé financier est publié dans les journaux et dans les *Débats*. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de faire circuler le discours en brochure aux frais du pays.

M. McCARTHY—12,000 exemplaires de ce discours sont publiés, et si cette brochure doit être considérée comme un document public, je voudrais savoir comment elle est distribuée.

Sir JOHN A. MACDONALD—J'ai toujours compris que la publication de ces discours était payée par les ministres eux-mêmes, du temps de sir John Rose et de sir A. T. Galt.

M. MILLS—Il n'en a jamais été ainsi.

M. MACKENZIE—Je crois que même le compte-rendu était payé par le pays à cette époque.

M. CARTWRIGHT—Je ne tiens pas du tout à ce que cette pratique soit suivie en opposition aux désirs d'un grand nombre de membres de cette Chambre; mais il me semble qu'il est commode d'avoir l'exposé financier sous une forme un peu moins embarrassante que le volume des *Débats*, et de pouvoir mettre en regard, dans un même volume, par exemple, les exposés financiers des différents ministres des Finances pendant une série de huit ou neuf années. Il pourrait être mieux de ne pas en imprimer autant que par